

SIESC - ACTUEL

Edition française

N° 60 juillet 2017

ÉDITORIAL

Pour une culture de la rencontre

Comment ne pas s'émouvoir devant la souffrance de trop nombreux enfants victimes de harcèlement à l'école? La peur d'être à l'école en conduit ainsi de plus en plus à des absences, ce qui entraînera des difficultés dans leur vie future. Agir préventivement s'impose et l'on constate que le harcèlement diminue nettement lorsque la mise en place de mesures adaptées crée un sentiment de sécurité. Nous avons tous, chefs d'établissement, enseignants, élèves, parents, la responsabilité de travailler à créer un climat scolaire favorable.

Le progrès technique et les réseaux sociaux permettent aujourd'hui de diffuser harcèlement, atteintes à la réputation et fausses nouvelles sans limites et sans contrôle. Les contre-mesures possibles ne peuvent avoir d'effet sur ceux qui ne sont plus accessibles aux arguments raisonnables. Là aussi «prévention est mieux qu'intervention». Intégrer Internet et les médias sociaux dans l'enseignement, en faire l'analyse critique, donner des critères d'évaluation de la vérité et des principes éthiques, tout cela renforcera chez les élèves les défenses contre les dangers et l'abus du monde virtuel.

Une action demandant des moyens matériels suppose l'accord des décideurs politiques. Il apparaît que trop souvent seul l'aspect financier le conditionne alors que des motifs généreux sont plus ou moins fallacieusement mis en avant pour justifier des mesures de réduction des dépenses. Or il faut permettre à tous d'accéder à la formation dans les meilleures conditions possibles. Chaque élève est important. On lui apprendra «une communication constructive qui repousse les préjugés contre les autres et promeut une culture de la rencontre.»

L'Union Européenne, dont lors de la journée de l'Europe nous avons fêté les 70 ans, a uni nos pays dans la diversité. Ebranlée par le Brexit, elle aurait pu dériver dans la désunion, elle a au contraire connu en retour un renforcement de la volonté d'unité que l'élection en France du président Macron est venue encore confirmer. «La période qui s'ouvre», bien que pleine d'incertitudes, «est celle de grands espoirs».

Agnès ROSE

SOMMAIRE

Editorial

Pour une culture de la rencontre ... 1

Le mot du Président

La parole est plus puissante que...
la parole - 2^e partie 2

La vie des Associations membres

Allemagne
VkdL 3
Autriche
VCL 4
France
CdEP 4
Italie
UCIIM 5
Slovénie
DKPS 6

Chez nos invités

Espagne 7
Suède 8

SIESC, Fédération Européenne d'Enseignants Chrétiens

Editeur : SIESC, association loi 1901, siège social :10, rue de l'Isle, F-10000 Troyes, représentant légal : Wolfgang RANK, parmi les principaux associés : Christine ANTOINE, Annelore HECKER, Agnès ROSE.

Directeur de la publication : Wolfgang RANK

Responsable de la rédaction : Agnès ROSE

Imprimeur : Association diocésaine de Troyes, 10, rue de l'Isle, F-10000 Troyes

Parution : juillet 2017 - **dépôt légal :** juillet 2017

ISSN 1779-8558

Prix du numéro : 4,50 EUR

Für eine Kultur der Begegnung

Wie könnte man von dem Leiden so zahlreicher Kinder als Opfer von Bullying in der Schule nicht bewegt werden? Die Angst vor dem In-der-Schule-Sein führt dann ebenso immer mehr zum Fernbleiben, was Schwierigkeiten im zukünftigen Leben nach sich ziehen wird. Präventiv handeln drängt sich auf und man stellt fest, dass das Bullying sich deutlich vermindert, wenn die Einführung von passenden Maßnahmen ein Gefühl der Sicherheit schafft. Wir alle, Direktor/inn/en, Lehrer/innen, Schüler/innen und Eltern, haben die Verantwortung, dafür zu arbeiten, ein günstiges Schulklima zu schaffen.

Der technische Fortschritt und die sozialen Netzwerke ermöglichen es heute, Bullying, Rufschädigungen und falsche Nachrichten ohne Grenzen und ohne Kontrolle zu verbreiten. Die möglichen Gegenmaßnahmen können keine Wirkung bei denen haben, die für vernünftige Argumente nicht mehr zugänglich sind. Auch hier ist „Prävention besser als Intervention“. Das Internet und die sozialen Medien in das Unterrichten zu integrieren, sie kritisch zu analysieren, Kriterien zur Evaluation der Wahrheit und ethischer Grundsätze zu geben, all das wird bei den Schüler/innen die Gegenwehr gegen die Gefahren und den Missbrauch der virtuellen Welt verstärken.

Eine Vorgangsweise, die materielle Mittel erfordert, setzt die Zustimmung der politischen Entscheidungsträger voraus. Es scheint, dass zu oft nur der finanzielle Aspekt die Bedingung ist, während großzügige Motive mehr oder weniger täuschend herausgestellt werden, um Maßnahmen der Ausgabenverringerung zu rechtfertigen. Man muss nun aber allen den Zugang zur Bildung unter den bestmöglichen Bedingungen ermöglichen. Jede/r Schüler/in ist wichtig. Man wird ihn/sie „konstruktive Kommunikation“ lehren, „die Vorurteile gegen die anderen zurückweist und eine Kultur der Begegnung fördert“.

Die Europäische Union, deren 70jähriges Bestehen wir am Europatag gefeiert haben, hat unsere Länder in Verschiedenheit vereint. Erschüttert durch den Brexit, hätte sie in Uneinigkeit abgleiten können, sie hat aber im Gegenteil dazu eine Stärkung des Willens zur Einheit erfahren, die die Wahl des Präsidenten Macron in Frankreich noch verstärkt hat. „Der Zeitraum, der eröffnet wird“, ist, wenn auch voll Unsicherheiten, „einer von großen Hoffnungen“

Agnès ROSE

For a culture of encounter

How could we not be moved by the suffering of too many children as victims of bullying at school? Thus the fear of being at school leads more and more to absenteeism, which will entail difficulties in their future lives. Acting by prevention is indispensable and it can be stated that bullying is diminished clearly if the enactment of adapted measures creates a feeling of security. We all, headpersons, teachers, pupils, and parents, are responsible to work for creating a favourable school climate.

Technical progress and the social networks today allow distributing bullying, slandering, and wrong news without limits and without control. The counter-measures cannot have an effect on those who are no more accessible for reasonable arguments. There, too, “prevention is better than intervention”. Integrating the internet and social media in teaching, making critical analyses thereof, giving criteria for the evaluation of the truth and ethical principles, all that will strengthen in the pupils the defence against the dangers and the abuse of the virtual world.

An action demanding financial means requires the agreement of the political decision-makers. It appears that too often only the financial aspect is the condition, while generous motives are more or less deceivingly presented in order to justify measures of reduction of expenses. Yet, one must make possible for all to accede to formation and education under the best conditions possible. Every pupil is important. They will be taught “constructive communication which refutes prejudices against others and promotes a culture of encounter”.

The European Union, whose 70th anniversary we celebrated on Europe Day, has united us in diversity. Shaken by the Brexit, it could have drifted into disunity, on the contrary to that it has experienced a reinforcement of the wish for unity, which the election of President Macron in France has still confirmed. “The period opening now”, though full of uncertainties, “is one of great hopes”.

Agnès ROSE

LE MOT DU PRÉSIDENT

La parole est plus puissante que ... la parole, 2^e partie

Rumeurs, calomnies, interprétations fausses, diffamations – quelques-unes sans intention, mais beaucoup aussi consciemment et par intention – ont toujours existé et ont été (mal)utilisées. Et « Tu ne diras point de faux témoignage contre ton prochain » a aussi été en vigueur tout le temps.

Mais le progrès technique et particulièrement les médias sociaux ont fait qu'aujourd'hui chacun/e peut sans limites et sans contrôle mettre au monde – au vrai sens de la parole – des opinions, des accusations et des atteintes calomnieuses à la réputation. Du bullying à l'école et au travail par des shit storms aux fake news au niveau global cette épidémie s'étend.

Ce qui était valable autrefois pour des groupes limités comme un groupe d'habités ou une rencontre d'une association est valable aujourd'hui pour des bulles soi-disant d'Internet: Des gens d'attitude semblable se renforcent les uns les autres si bien qu'ils ne sont plus accessibles aux arguments raisonnables. Quelqu'un a caractérisé ironiquement l'attitude qu'on rencontre

dans ce cas: « Maintenant quand j'ai finalement formé une opinion personnelle, vous venez avec des arguments. »

Les contre-mesures possibles (d'autres versions des faits, des demandes d'élimination, des intentions d'actions judiciaires, des ordres de rétractation etc.) sont difficiles à réaliser, en partie ne sont pas encore matière de la législation et en tout cas n'ont pas l'effet souhaité avant que les mensonges aient déjà eu leur effet. D'ailleurs, il y a déjà des sites web qui essaient de démasquer des fake news, par ex. www.euvdsdisinfo.eu (spécialisé sur la Russie).

Autrefois il y avait l'opinion: « Ce qui est imprimé noir sur blanc, doit certainement être vrai. » Et aujourd'hui beaucoup de gens sont prêts à croire tout ce qui se trouve sur Internet. Mais il y a aussi l'affirmation: « 60-70 % des contenus d'Internet (et particulièrement des médias sociaux) sont des insanités. » Malheureusement on ne peut pas avoir l'espoir que les gens – et particulièrement les jeunes – deviendront immunisés contre ces déformations de la vérité.

C'est pourquoi ici aussi « prévention est mieux qu'intervention ». Et c'est un défi extraordinaire pour les enseignants qui veulent préparer les élèves qui leur sont confiés au monde –au monde

virtuel aussi. Selon des recherches en Autriche les jeunes (environ 35 %) pensent que les enseignants s'y connaissent mieux en Internet et peuvent les aider plus, beaucoup plus que les parents. Des informations appropriées, mais d'abord l'application et l'analyse critique des médias digitaux dans des leçons exemplaires sont nécessaires pour renforcer chez les élèves les défenses contre les dangers et l'abus du monde virtuel. A des degrés variés Internet et les médias sociaux sont intégrés dans le déroulement de l'enseignement et dans la communication entre l'enseignant et les élèves dans les différentes matières. Des aides et des arguments, des critères pour l'évaluation de la vérité et de la crédibilité des contenus d'Internet, mais aussi des attitudes et des principes éthiques du caractère – c'est ce que l'école pourrait (et devrait) donner aux jeunes confrontés aux mondes virtuels.

Pour cette sorte de communication aussi doit être valable ce qu'une fois le Pape François a exprimé ainsi: « Ce qu'il faut c'est une communication constructive qui repousse des préjugés contre les autres et promeut une culture de la rencontre. »

Wolfgang RANK,
président du SIESC

LA VIE DES ASSOCIATIONS MEMBRES

ALLEMAGNE - VkdL

Pour une autre vision de l'inclusion : intervention de la présidente fédérale du VkdL, Roswitha Fischer

L'UNESCO a proclamé comme objectif de permettre à tous d'accéder à la formation - y compris aux handicapés. L'objectif «inclusion», en soi positif, était subitement dans toutes les bouches. Mais le concept d'inclusion qu'on nous vend aujourd'hui dans l'enseignement a-t-il vraiment un sens lorsqu'il s'agit d'incorporer les handicapés dans le monde des non handicapés ?

Dans notre pays, cette directive de l'UNESCO a surtout mobilisé les défenseurs de «l'école unique».

Avec le soutien de certains groupes de parents, des enfants handicapés ont été envoyés dans des écoles ordinaires. Et parallèlement on a supprimé des écoles spécialisées. On a célébré avec allégresse «l'enseignement commun avec soutien individuel», mais il a été introduit sur le dos des élèves et sans aucune préparation des enseignants.

Les enseignants des écoles ordinaires ne sont pas préparés au soutien des élèves handicapés qui restent ainsi «interdits de réussite scolaire».

L'UNESCO demande cependant que les enfants puissent atteindre avec succès les apprentissages souhaités. On parle de soutien

individualisé, mais tous reçoivent le même enseignement. On ne tient pas compte de la spécificité de chaque handicap et aucun chemin vers le succès n'est tracé.

Il peut arriver qu'un enfant qui jusqu'ici avait bénéficié dans son école spécialisée du soutien permanent de pédagogues spécialement formés, se retrouve dans une école ordinaire avec, au maximum quelques heures par semaine, le passage d'un personnel de soutien, le plus souvent sans aucune compétence pour le type de handicap de cet enfant. Et même une «formation accélérée» des personnels dans un cadre général n'y change rien.

Si on veut permettre à tous les enfants d'accéder à la formation, on doit prendre un autre chemin, à l'exemple de quelques régions en Allemagne fédérale

- Les enfants handicapés doivent être pris en charge le plus tôt possible par des personnels spécialisés
- Il faut dégager des créneaux horaires pour laisser mûrir certaines évolutions.
- Le passage dans une autre structure scolaire doit faire l'objet d'une décision individuelle pour chaque enfant. La connaissance du «type de handicap» est alors indispensable.
- Chaque enfant, même celui qui est handicapé, est une personnalité singulière et doit être pris au sérieux, i.e la

fausse ambition des adultes ne doit pas empêcher ces enfants de vivre des expériences de réussite à l'école.

- Ces expériences de réussite ne doivent pas être la conséquence de l'application de grilles d'évaluation différenciées au sein d'un même groupe. On doit éviter qu'un tel procédé ne conduise à faire la douloureuse expérience de l'infériorité.

- L'enseignant pour tous de «l'école unique» n'est pas non plus une aide réelle dans le domaine du soutien.

Un système scolaire avec une école pour tous dans laquelle les personnels de «l'école unique» instruisent tous les enfants et les jeunes, est financièrement plus intéressant qu'un système hautement différencié dans lequel chaque enfant peut trouver **l'école** où il sera le mieux soutenu selon son type de handicap. Mais nos enfants n'en vaudraient-ils pas la peine ? Notre pays pourrait le faire, si nous tenions **vraiment** à l'«inclusion» !

AUTRICHE - VCL

Isabella Zins, présidente de la VCL Autriche et chef du BORG Mistelbach, en même temps présidente des chefs d'établissement des lycées de la Basse Autriche, donne une évaluation des mesures de réforme proposées par le gouvernement.

Un paquet d'autonomie – le grand coup?

Là où est inscrite la neutralité des coûts, le potentiel de faire des économies est dedans! Une affirmation malicieuse ? Il y a quelque temps le gouvernement a présenté un nouveau paquet de réformes d'éducation. On a renoncé à l'expertise des experts de la pratique pendant la préparation de la conception. On a fait de la publicité pour le paquet de réformes par le terme de « l'autonomie de l'école » et par un prétendu profit pour les écoliers et les enseignants. « Organisation autonome et liberté pédagogique » mèneraient à de « meilleurs résultats scolaires » et, pour ainsi dire comme un effet secondaire, à « un emploi plus efficace des ressources ». Plus d'efficacité grâce à des chefs d'établissement avec plus de responsabilité du personnel enseignant, de la formation continue et de l'organisation autonome de l'enseignement jusque dans huit localités? « Chef de cluster » comme nouveau métier de rêve ?

Un examen des mesures proposées montre que quelques «acquisitions nouvelles» sont déjà dans la pratique normale de beaucoup de lycées. En Basse Autriche par ex. nous les chefs des lycées avons une participation essentielle dans le choix de nos enseignants depuis beaucoup d'années. L'organisation autonome de l'enseignement est tout à fait courante. Pendant les dernières années presque tous les lycées ont développé leurs profils scolaires, ont créé des matières nouvelles, ont stimulé des activités éducatives interdisciplinaires. Plus de liberté de programmation c'est certainement un avantage, le pouvoir de changer la durée d'une séquence d'enseignement et de combiner à l'occasion des classes de même, bien sûr avec des restrictions pratiques. La vie scolaire de chaque jour

doit rester organisable et il faut des salles de conférence si un enseignement de plusieurs classes ensemble doit devenir possible.

L'autonomie devient délicate là où la liberté utilisée mène à la détérioration de l'enseignement, par ex. si le chef de cluster augmente à la manière « autonome » - sans inclure les personnes concernées – le nombre d'un groupe d'anglais, pour libérer des ressources pour un enseignant d'allemand-langue étrangère. Ainsi le chef agit efficacement dans le sens de l'administration scolaire, mais certainement ni dans le sens de la pédagogie ni dans celui du partenariat. Combien de temps cela durera-t-il en face d'un déficit croissant du budget, jusqu'à ce que l'employeur/l'Etat continue à réduire les ressources et demande encore plus d'« efficacité » ?

En fait, nous chefs d'établissement sommes déjà des managers et des leaders pédagogiques. Ce qu'il faut, ce n'est pas un chef de cluster, mais un management intermédiaire, plus que jamais dans un temps de bureaucratie démesurée. Créer un climat scolaire favorable – ce qui, comme il a été prouvé, est une précondition d'un enseignement couronné de succès– c'est la tâche des chefs d'établissement responsables, qui s'appuient sur des enseignants, des élèves et des parents comme partenaires et qui ne prennent pas des décisions solitaires sans les inclure.

Il faut attendre quels détails seront présentés pendant les semaines et mois prochains. En ce moment on doit malheureusement douter que par les mesures proposées seront atteints les buts ambitieux et nommés explicitement, c'est-à-dire que « des groupes à risque dans le système seront réduits » et que « des groupes de tête seront augmentés », et tout cela sous la prémisse de la neutralité des coûts.

Isabella ZINS

FRANCE- CdEP

Nouvelle donne en France ?

Les élections 2017 en France - élection présidentielle d'abord, puis élections législatives - ont largement renouvelé le paysage politique. En toile de fond, l'insatisfaction croissante des Français envers une classe politique divisée en deux blocs, droite contre gauche, eux-mêmes divisés et ne retrouvant leur unité que pour critiquer l'adversaire, mais incapables de résoudre les problèmes du pays. Et comme déclencheur la volonté d'organiser des «primaires» à l'américaine : les candidats qui en sont sortis ont ruiné aussi bien la droite que de la gauche, car ils reflétaient la tendance la plus dogmatique de chaque côté, laissant orphelins les modérés des deux bords. Enfin, de tous les côtés, des scandales et des erreurs des principaux candidats potentiels ont éliminé ceux qui devaient normalement remporter l'élection.

Pour compléter ce paysage, le président Hollande n'a pas osé se représenter, faute d'une popularité suffisante, et l'extrême droite s'affirme de plus en plus en surfant sur le mécontentement

général. Du coup l'espace politique central était disponible pour Emmanuel Macron, appuyé sur le mouvement En marche ! qu'il avait lancé moins d'un an auparavant (ni droite, ni gauche, mais des progressistes «ET de droite ETde gauche»). Un nombre croissant de politiques des deux bords, mais surtout de «nouveaux venus» viennent le renforcer régulièrement.

Attrait de la jeunesse et de la nouveauté, séduction d'un programme non dogmatique et ardemment pro-européen, c'est En marche ! qui est arrivé en tête au premier tour de la présidentielle, devant l'extrême droite. Et les électeurs qui ne voulaient à aucun prix de Marine Le Pen ont donné la présidence à Emmanuel Macron au deuxième tour.

Le nouvel élu a su, dans les semaines entre la présidentielle et les législatives, incarner un «président jupitérien» évitant aussi bien l'activisme de Sarkozy que l'indécision de Hollande. Il s'est rapidement imposé sur la scène internationale, aussi bien face à Donald Trump qu'à Vladimir Poutine. Il a su aussi constituer autour d'un homme de droite un gouvernement mariant toutes les sensibilités modérées, avec autant de ministres femmes et hommes. Et les deux tours des législatives ont donné au mouvement En marche ! une majorité absolue, suffisante pour gouverner sans obstacles tout en laissant aux oppositions de droite et de gauche la capacité de s'exprimer au Parlement.

Le président Macron a promis de faire rapidement les réformes qui permettront à la France d'assainir son économie, mais la crainte est que cela se fasse au détriment des plus modestes, et que l'opposition se déplace dans la rue avec des manifestations sociales. C'est une grande interrogation, surtout avec un taux d'abstention historique de 57% aux législatives qui manifeste clairement que tous les Français ne sont pas derrière En marche !

La période qui s'ouvre est donc celle de grands espoirs, en particulier pour l'Union Européenne. Elle avait été ébranlée par le Brexit, mais a connu en retour un renforcement de la volonté d'unité que l'élection de Macron est venue encore confirmer. Les années qui viennent vont être passionnantes !

Gérard FISCHER,
Reims juin 2017

ITALIE - UCIIM

Une Europe unie dans la diversité ou à la dérive dans la désunion ?

La réalité sociopolitique qui a généré, en 1992, s'est auto-définie l'Union Européenne, a eu ses 60 ans le 25 mars 2017. Un calcul tout simple nous fait comprendre qu'en 1957 elle n'est pas née sous ce nom comme une île volcanique sortie de la mer.

Les 6 Pays fondateurs sont la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays Bas. L'évènement catastrophique précédant cette naissance, c'est la deuxième guerre mondiale, finie en 1945, avec un bilan désastreux d'environ 50 millions de morts et des décombres physiques, moraux et politiques.

Ceux qui ont eu la lourde tâche de reconstruire, commencèrent par les Constitutions démocratiques au niveau national pour ne pas re-

tomber dans les totalitarismes nazis et fascistes déchaînés par la guerre. En 1941, dans l'île de Ventotene, Altiero Spinelli, dans son fameux Manifesto, avait déjà élaboré le programme d'une Europe fédérale pour dépasser la logique des conflits entre les États et pour conjuguer les forces face aux superpuissances USA et URSS.

Le passage du rêve-projet à la politique se trouve dans la Déclaration de Robert Schumann, le Ministre français des Affaires Étrangères, qui le 9 Mai 1950 annonça la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier pour garantir la paix entre les vainqueurs et les vaincus. Le 25 Mars 1957, on signa les Traités de Rome (la CECA et la CEE, Communauté économique européenne).



En 1979 eurent lieu les premières élections du Parlement européen au suffrage universel direct. En 1985, on signa les Accords de Schengen sur la libre circulation des personnes et des marchandises. En 1987 naît le programme Erasmus pour la mobilité des étudiants. En 1989, le mur de Berlin s'écroule : cet évènement facilite un bond en avant avec l'unification des deux Allemagnes et avec le Traité de Maastricht (1992) qui fonde l'Union Européenne, renforce le rôle du Parlement et décide la monnaie unique.

En 2000 on approuve à Nice la charte des droits de l'UE. En 2002, l'euro remplace les monnaies précédentes dans 12 pays. En 2009 entre en vigueur le traité de Lisbonne qui est le cadre institutionnel le plus large et le plus avancé dont dispose l'UE de 27 pays. En 2012, l'UE obtient le Prix Nobel de la paix. En 2013, elle s'étend à 28 États. En 2015, la zone euro s'étend à 19 États. Mais dans un référendum consultatif le Royaume Uni anglais vote en faveur du Brexit. Pour l'euro et pour l'Union elle-même on perçoit des craquements sinistres.

En 2001 Tommaso Padoa Schioppa écrivit que « le véritable évènement révolutionnaire de notre siècle a été de créer des pouvoirs supranationaux dans la partie du monde où l'Etat national était né ». C'est justement ce que notre Constitution a prévu depuis 1947 aux articles 10 et 11.

Luciano CORRADINI

La journée de l'Europe

Quand je pense à l'Europe je vois le bleu du drapeau européen et les étoiles d'or. Ensemble avec les pères de l'Europe beaucoup voient la couronne de la Vierge Marie dans les étoiles de l'Europe. Nous croyons que les valeurs chrétiennes sont la base de l'Europe unie.

A quelles valeurs peut croire un enseignant dans l'école publique pour avoir la paix éducative? Le plus sûr est d'avoir les mêmes valeurs que le législateur, alors il n'aura pas peur pour son poste de travail.

Mais qu'arrive-t-il s'il croit dans les valeurs chrétiennes et les vit ? Une telle personne est en conflit constant avec la législation et ce qu'il est. Il peut être un incorrigible optimiste qui à cause de ses élèves améliore sans cesse son travail et la formation de sa personnalité. Il ne se soucie pas seulement du savoir, mais comme il aime ses élèves il les protège contre les pièges de l'époque moderne.

Que fait-il quand il prend connaissance du suicide d'un jeune de dix-sept ans? Est-il compatissant avec les détresses des familles? Est-il compatissant avec des centaines de jeunes Slovénes qui vont chercher du travail à l'étranger et sont souvent perdus pour la patrie ?

Vous pouvez répondre vous-mêmes parce qu'il y a beaucoup d'enseignants qui célèbrent la journée de l'Europe un peu différemment.

Je voudrais ajouter : Il y a une semaine j'étais témoin au tribunal pour un élève à qui j'ai enseigné un an il y a vingt-deux années. Autrefois étudiant, aujourd'hui jeune homme, il poursuit l'Etat pour beaucoup d'argent.

Dieu aide si un enseignant le fait !
Belle journée de l'Europe!

Magdalena JARC



CHEZ NOS INVITÉS

ESPAGNE

Las Edades del Hombre

Las Edades del Hombre est une fondation espagnole, de caractère religieux, dont l'objectif est la diffusion et la promotion de l'Art sacré dans les diocèses de Castille-et-Leon, région qui possède 50% du patrimoine religieux d'Espagne.

Las Edades del Hombre est aussi le nom des expositions organisées par ladite fondation, depuis 1988 jusqu'à ce jour ; et cela chaque année, avec un thème différent et dans des villes différentes.

L'exposition actuelle, nommée RECONCILIARE, a été inaugurée le 24 avril et se terminera le 12 novembre. Elle a lieu à Cuellar (Ségovie), ville de quelque 10 000 hab. d'une très grande richesse patrimoniale, historique et culturelle.

On a voulu montrer d'une manière plastique à travers l'histoire sacrée d'Israël et notre histoire profane, que notre monde a besoin de la réconciliation obtenue par le Christ entre Dieu et les hommes.

Une centaine d'œuvres exposées sont réparties dans trois petites églises mudéjares de Cuellar. Ces églises, de culte chrétien et d'esthétique islamique, ont été construites entre les XI^{ème} et XIII^{ème} pour les musulmans, battus pendant la Reconquista et qui décidèrent de rester dans cette ville. Peintures, sculptures, musique et autres ornements religieux s'harmonisent avec des installations, vidéos et photographies de nos jours.

Donner une suite à l'Année de la Miséricorde à travers l'Art sacré, avec des réflexions sur la réalité actuelle, c'est le message que veut transmettre RECONCILIARE, la XXII^{ème} édition de Las Edades del Hombre. La Réconciliation est un regard sur l'homme et la société actuelle, en parallèle avec l'Histoire d'Israël, belle lecture qui veut



nous révéler que la miséricorde de Dieu est plus grande que notre péché.

Chaque année Las Edades del Hombre produit un programme destiné à la communauté scolaire, primaire et secondaire, nommé « Connais ton patrimoine ».

Las Edades del Hombre a contribué également à la conservation de biens patrimoniaux, grâce au travail de restauration de 2 400 œuvres, parmi les 4 800 pièces exposées et des 28 temples restaurés, dans lesquels les expositions avaient eu lieu.

En ces 22 années, plus de 11 millions de visiteurs ont déjà apprécié ces expositions.

Antonia QUEVEDO



La sécurité à l'école

Beaucoup d'étudiants des écoles suédoises éprouvent la peur d'être à l'école à cause du bullying et du harcèlement. Selon l'organisation anti-bullying « Friends », 60 000 enfants sont victimes de bullying en Suède. 20% rapportent avoir été harcelés par un autre écolier pendant l'année passée. Le bullying coûte très cher à la société sur le plan financier. Les coûts ne sont certainement pas seulement financiers, mais c'est la perte économique qui fait agir les décideurs.

L'Agence nationale pour l'éducation prévoit un cadre net pour que la sécurité soit maintenue dans les écoles et la Loi d'éducation parle clairement sur ce sujet: Tous les élèves doivent recevoir une éducation caractérisée par la sécurité et la tranquillité dans les classes. Enseignants et élèves doivent travailler préventivement pour assurer un bon environnement d'études.

Un plan pour un traitement égal dans les écoles doit être établi et est censé être un document vivant qui devrait imprégner toutes les activités. Le professeur principal en est responsable. Le temps passé avec le professeur principal est important et il est décisif que ce temps ne soit pas sous-estimé, mais devienne plutôt une part établie de l'horaire. C'est un avantage pour tous les élèves, et particulièrement pour ceux qui ont une sorte de handicap. Continuité et régularité créent un sentiment de sécurité et motivent les enfants à venir à l'école. Des écoles où ce temps avec le professeur principal est une partie de l'horaire ont obtenu de bons résultats, avec une diminution nette du bullying et du harcèlement.

Une autre conséquence de l'absence de sentiment de sécurité à l'école c'est l'absence sans excuse, dont nous avons vu une augmentation considérable chez les élèves suédois. ... Pendant l'automne 2015, l'Inspection des écoles suédoises a fait une investigation sur l'absence sans autorisation des enfants. Le rapport a montré que 20 000 élèves des écoles obligatoires avaient eu des

absences continues substantielles et que 194 écoliers avaient été absents de l'école plus d'une année scolaire.

Il n'y a pas de réponse simple à la question de savoir pourquoi certains élèves ne veulent pas aller à l'école. Peut-être les leçons sont-elles trop difficiles. Des handicaps neuropsychiatriques, des difficultés à lire et à écrire, un environnement pénible à la maison et du bullying sont d'autres facteurs contribuant. Pour beaucoup d'élèves des jeux sur l'ordinateur deviennent un moyen d'échapper à la réalité. Le risque d'une addiction augmente, ce qui est une autre raison de l'absence.

Que peut faire l'école? Le principal facteur pour qu'un étudiant ne finisse pas dans cette situation est, comme déjà mentionné, un sentiment de sécurité à l'école. Cela peut seulement être accompli si les classes ne sont pas trop nombreuses, si la classe a une salle propre, si la journée à l'école a une structure claire, et si les enseignants et le personnel sont attentifs aux besoins de chaque enfant individuellement.

L'Agence nationale d'éducation a commencé une enquête qui vise un examen de l'absence longue et fréquente, excusée et pas excusée. A cause d'absence de l'école obligatoire l'éducation adéquate à laquelle les élèves ont droit ne peut pas être garantie. Cela entraînera des difficultés dans la vie future.

Il faut des directives nationales claires pour le traitement de l'absence des écoles. Chaque élève est important! On peut considérer qu'il y a une perte financière si un étudiant est absent de l'école et que des ressources lui sont attribuées pour résoudre le problème. Mais le coût le plus grand est la souffrance de l'élève et de sa famille pour beaucoup d'années, si les problèmes ne sont pas résolus. Nous avons tous la responsabilité de travailler en vue d'un changement positif dans ce domaine.

Ulla Carin DAHL ROLFÖ et Annette WESTÖÖ

Note de la Rédaction

Le SIESC-Actuel publie des articles de deux types :

1/Sous la responsabilité du Conseil du SIESC, il informe sur la vie du SIESC et sur la vie internationale.

2/Sous la responsabilité de leurs auteurs, il publie des informations venant des associations membres et associées ainsi que d'invités pour leur permettre de mettre en dialogue les positions qui leur sont propres et de porter les lecteurs à réfléchir sur ces positions qui peuvent ne pas être partagées par tous.

MERCI A NOS TRADUCTEURS